**ARRETE DE DECHARGE *(PARTIELLE OU TOTALE)* DE SERVICE**

**POUR L’EXERCICE D’UNE ACTIVITE SYNDICALE**

**DE MONSIEUR *(OU MADAME) …***

Le Maire *(ou le Président)* de … ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 85-397 du 3 avril 1985 relatif à l’exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2017-1419 du 28 septembre 2017 relatif aux garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale ;

Vu le courrier de l’organisation syndical de … en date du … sollicitant une décharge syndicale au profit de Monsieur *(ou Madame)* … totale *(ou partielle à raison de …/35è)* ;

Considérant que le nombre d’heures sollicité n’excède pas le contingent dont dispose cette organisation syndicale.

Considérant que cette désignation est compatible avec les nécessités du service.

**ARRETE**

**Article 1 :**

À compter du …, Monsieur *(ou Madame)* … bénéficie d’une décharge totale *(ou partielle)* pour exercer une activité syndicale à hauteur de … heures mensuelles.

**Article 2 :**

Cette décharge est accordée jusqu’au … *(date fixée par l’organisation syndicale ou jusqu’aux prochaines élections professionnelles, sauf demande de retrait anticipé de la décharge formulée par l’organisation syndicale)*.

**Article 3 :**

Monsieur *(ou Madame)* … demeure en position d’activité dans son cadre d’emplois et continue à bénéficier de toutes les dispositions afférentes à cette position administrative.

**Article 4 :**

Le Directeur Général des services *(le Secrétaire de Mairie ou le Directeur)* est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur (ou Madame).

**Article 5 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif d’Amiens dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

**Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Président du Centre de Gestion de l’Oise, au receveur de la collectivité et au contrôle de la légalité.

Notifié le … Fait à …, le …

Signature de l’agent : Le Maire *(ou le Président)*